

Dossier

### Quelle politique de santé?



#### Vos luttes dans la région

Europe : 21 mars, manifestation Toulouse

#### Enseignement, recherche

Avenir Cnes

#### Emploi

Non aux plans sociaux!

# informations

N°146 • FEVRIER 2003

## Dossier

• **Quelle politique de santé?**

## Editorial

2

## A la une

3

- Retraites

## Vos luttes dans la région

4

- 21 mars Toulouse
- Poult (82)
- Airlib
- Intermittents

## Dossier

5/8

- Hôpital 2007
- Saint-Gaudens
- Moissac
- Libertés syndicales

## Enseignement

9

- CNES
- Université

## Emploi

10

- Plans sociaux

## Brèves

11

- Cheminot
- Liebher
- URSSAF
- 47ème Congrès

## Edito



La guerre annoncée programmée contre l'Irak avec une opinion mondiale majoritairement hostile à celle-ci, est la phase ultime de l'impérialisme, de l'économie ultra libérale, de la mondialisation du capital. Mais de quel nom doit-on désigner le sort fait aux salariés, aux retraités ?

L'accélération tous azimuts des plans de licenciements, y compris dans les entreprises faisant d'énormes bénéfices, le sort de notre protection sociale, des retraites, l'avenir des services publics, autant de dossiers soumis aux exigences du Medef pesant de tous ses moyens sur un gouvernement docile.

Michelin double ses bénéfices, bafouant ainsi tous ses licenciés ; les scandales Enron hier, Ahold aujourd'hui, démontrent à l'envie que plus que jamais les salariés doivent encore plus énergiquement peser dans les choix économiques des entreprises.

Nous le constatons tous les jours avec les Péchiney, Valéo, Rouleau Guichard, Giat, la fermeture du site chimique après AZF, etc...

La dimension régionale devient de plus en plus le lieu légitime de l'expression de nos exigences. La défense, l'amélioration de l'emploi, ne se résoudront pas uniquement par des luttes locales dont il ne faut évidemment pas nier l'importance, ni surtout, s'en exonérer, mais la construction d'une mobilisation à caractère régional s'impose le plus tôt possible.

La journée européenne d'actions le 21 Mars avec manifestation à Toulouse en sera une étape dont il faut nous emparer dès aujourd'hui.

**Jacky LARCHEVESQUE**  
secrétaire général UD09



Bourse du Travail  
19, place Saint-Sernin  
BP 7094  
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1€ • N°146 • Février 2003  
N° d'inscription à la CP 579 D73

Directrice de la Publication :  
Martine Bernard  
Tél. 05 61 23 35 52  
Fax 05 61 21 06 67

e-mail : [cgt.crpm@wanadoo.fr](mailto:cgt.crpm@wanadoo.fr)

Crédit photos : Jean-Philippe ARLES  
Déléo MENNEN

# Retraites: mobilisation réussie!



## Poursuivre les initiatives, pour gagner

Plus de 55 000 salariés-es de Midi-Pyrénées ont participé aux manifestations du 1er février dans les principales villes de notre région. 2 500 à Foix, 2 000 à Rodez, 2 000 à Auch, 35 000 à Toulouse, 2 200 à Cahors et à Figeac, 6 000 à Tarbes, 6 000 à Albi, 5 000 à Montauban, par milliers les salariés de toutes générations et les retraités ont exprimé l'exigence d'une retraite pleine et entière à 60 ans avec un haut niveau. L'unité réalisée par les confédérations autour de la déclaration commune a contribué à cette dynamique dont les objectifs ont été largement portés tout comme les moyens d'y parvenir (retour à 37.5 annuités, validation des années d'études et de recherche du premier emploi...) notamment la nécessité d'une nouvelle répartition des richesses pour financer ces revendications.

**Le 1er février est donc un succès incontestable qui exprime des exigences claires et s'impose à tous!**

Dans ce contexte cependant les déclarations du 1er ministre qui se voulaient rassurantes ne peuvent cacher les ambiguïtés et les dangers de ses propositions. L'annonce du maintien d'un système par répartition est contredite par la volonté de prendre des mesures en faveur de l'épargne retraite volontaire, tout comme le bon niveau de retraite par l'affirmation de conforter les mesures de Balladur de 1993.

Il propose de débattre de l'harmonisation public-privé mais en réalité vise l'alignement de la durée de cotisation des fonctionnaires sur la situation dégradée du privé.

Les dernières déclarations du ministre des affaires sociales vont dans le même sens et suscitent de vives réactions au moment où doivent s'ouvrir les discussions dans le cadre du "groupe de travail confédéral."

Dans la ligne droite des manifestations unitaires, la mobilisation doit se poursuivre pour réaffirmer les exigences qui se sont exprimées et les faire valoir ensemble dans les semaines à venir. C'est dans ce sens que la cgt propose à chacun et chacune de poursuivre et d'élargir le débat permettant de maîtriser les aspects essentiels des réformes proposées, de faire connaître son avis, de faire des propositions, de participer aux décisions.

### ACTION AU CESR

Dans sa stratégie de contourner le front syndical uni et la nécessité de trouver des appuis en soutien aux décisions qu'il va prendre, le gouvernement avait envisagé d'organiser le débat sur les retraites en région devant les CESR. Celui de Midi-Pyrénées, le 10 février était le premier, du tour de France organisé. Conscientes de leurs responsabilités les organisations syndicales signataires de la

déclaration du 7 janvier, appelaient ensemble, les délégations des entreprises de Midi-Pyrénées à se rassembler ce jour là pour exprimer une nouvelle fois leurs exigences pour la retraite et leur volonté que s'ouvrent de véritables négociations. Dans le même temps elles condamnaient cette conception qui vise à utiliser l'image du Cesr comme caution.

Ils étaient 1000 à répondre à cet appel devant l'ENAC et plusieurs dizaines dans l'amphithéâtre à dialoguer en direct avec le ministre, qui excéda à refuser de poursuivre son discours!

Après une déclaration commune les syndicalistes rappelant que le Cesr n'est pas le lieu de la négociation sur la retraite, ils quittaient la salle, laissant le Ministre méditer le message de la France d'en bas ■

**Dernière nouvelle: le tour de France du Ministre promet d'être agité puisque des manifestations auront lieu dans chaque étape, certaines d'entre elles sont même annulées.**



# Europe..

## 21 mars 2003

**A** la veille du sommet des chefs d'état, la CES appelle à une journée d'actions européenne le 21 mars pour la cgt il s'agit :

### ■ Agir pour une Europe sociale et du plein emploi

La remise en cause des régimes de retraite et plus largement des systèmes de protection sociale, les attaques contre les conditions d'emploi et de travail, et les services publics sont devenues systématiques en Europe. Nous voulons renverser cette tendance pour une société plus juste. Nous demandons que les décisions économiques donnent la priorité à l'emploi stable et à la promotion de services publics en renforçant

le concept de Service d'Intérêt Général de qualité, accessibles à tous. Il est fondamental de maintenir le système de protection sociale, notamment des retraites par répartition afin de mettre un terme à l'exclusion sociale grandissante. Nous exigeons une politique sociale à part entière, qui ne soit plus un appendice des décisions économiques libérales des dirigeants des pays membres de l'union européenne.

■ **Agir pour des droits nouveaux**  
La Charte des droits fondamentaux que nous voulons voir intégrer dans le



nouveau traité européen constitue un premier pas en faveur de l'exercice de la démocratie et de citoyenneté.

### ■ Agir pour la paix

Dans la continuité de la large mobilisation contre la guerre en Irak du 15 février 2003, nous maintiendrons notre pression afin que s'exprime la volonté des travailleurs d'Europe pour garantir la paix et soutenir le processus de désarmement. La guerre en Irak doit être écartée

## Poult (82)

**L**a direction vient d'annoncer un plan social qui touche 187 salariés soit un tiers des effectifs de cette biscuiterie. Arguant de l'augmentation du prix des matières premières et de la nécessité de réduire les coûts salariaux il s'agit en fait d'une stratégie de la direction visant à supprimer la fabrication de produits à faible valeur ajoutée pour maintenir les marges financières des actionnaires. Les salariés organisaient une manifestation pour dire leur refus d'être sacrifiés aux exigences du profit.

## AirLib

**L**e gouvernement a pris la très lourde décision d'arrêter tous les vols d'AirLib. L'incompétence



de la direction d'AirLib et la défaillance du repreneur annoncé n'ont pas permis d'assurer la poursuite de l'exploitation de la compagnie. Les salariés et les passagers se retrouvent au cœur d'un véritable scandale social, économique et politique. A Toulouse plusieurs dizaines de

salariés sont concernés, ils poursuivent les actions engagées depuis plusieurs mois démontrant que des solutions dans l'intérêt des personnels et des usagers sont possibles.

## Intermittents

**E**xceptionnelle mobilisation des intermittents du spectacle en Midi-Pyrénées, comme dans tout le pays à l'appel de la cgt ce 25 février, pour défendre leur régime spécifique d'indemnisation du chômage, à la veille de nouvelles remises en cause par le Medef. Cette mobilisation s'est traduite par la grève, l'annulation de représentations ainsi que de nombreux rassemblements.

# Quelle politique de santé?

**Hôpital 2007 une nouvelle réforme hospitalière inscrite dans la cohérence des choix du gouvernement**



**F**in de l'année 2002 le ministre de la Santé a présenté le plan de réforme du gouvernement concernant l'hôpital.

Sous l'intitulé **Plan Hôpital 2007**, le gouvernement présente ainsi une série de mesures qui constitue une nouvelle réforme hospitalière et dont la cohérence s'inscrit dans les projets en cours tels la loi sur la décentralisation ou la réforme de la protection sociale.

Ces mesures s'articulent autour de deux thèmes principaux,

■ "l'allègement des contraintes extérieures aux établissements"

■ "la modernisation de la gestion interne des hôpitaux".

Elles sont justifiées par des dysfonctionnements et une dégradation réels du système existant.

Il ne s'agit pas ici de développer l'ensemble de la réforme proposée mais de pointer quelques aspects afin de mesurer à quels

enjeux nous sommes, tous, personnels et usagers de la santé, confrontés.

Allègement des contraintes, souplesse, valorisation des compétences de l'hôpital sont mis en avant pour justifier la proposition d'une mesure qui constitue un bouleversement dans le financement de l'hôpital: **la tarification à l'activité**,

avec la perspective que se déroulent des expérimentations dès 2003 pour aller vers une généralisation de ce nouveau dispositif dès 2004. Il s'agit d'instaurer un mécanisme de financement des établissements

hospitaliers qui prenne en compte l'activité médicale et le service rendu, tel est l'objectif poursuivi. En réalité c'est la mise en place d'un type de fonctionnement qui ouvre grand les portes à la concurrence entre établissements avec l'introduction de critères de productivité qui aboutira à la spécialisation de quelques grands

centres sur les secteurs rentables et la dégradation des structures de proximité.

Assouplir les règles est aussi évoquer pour renforcer la régionalisation de la santé en faisant jouer un rôle nouveau au SROS\* et en renforçant le rôle et la mission des ARH transformées en ARS (agence régionale de santé). Elles se verraient confier, seules, la compétence d'autoriser ou de refuser les ouvertures de services, de lits... Pour accompagner cette recomposition du paysage sanitaire attendue, il est proposé de développer la coopération hospitalière entre tous les acteurs public

(suite page 6)

**Droit à la santé est un droit imprescriptible de la personne humaine !**



# Hôpital 2007: vers une logique sanitaire libérale !

## Ensemble imposons d'autres solutions

comme privé. Il s'agira d'organiser, au travers "**des groupements de coopérations sanitaires**", le partage des plateaux techniques, d'équipements ou de lits, la mise en place de gardes communes pour garantir la permanence des soins.

Voilà quelques unes des mesures rapidement décrites de la réforme "Hôpital 2007" celle-ci s'accompagne d'un effort d'investissement important pour la rénovation et la reconstruction des établissements.

Il est clair que l'objectif visé par le gouvernement est le changement de logique de la politique sanitaire pour aller d'une logique de droit à la santé et de service public à une logique sanitaire libérale, type assurancielle, d'accès aux soins en fonction de ses revenus.

Dans cette logique la santé n'est plus un droit mais devient un service comme un autre.

### EN MIDI-PYRENEES

Les orientations de ce nouveau plan s'appliquent et produisent des effets dévastateurs pour les personnels et les malades. Ils suscitent leurs inquiétudes et leurs colères, qui se sont notamment exprimées fortement à MILLAU lors de la venue de DELEVOYE, accueilli par plus de 600 manifestants (voir également la suite du dossier).

La cgt s'oppose à cette logique et appelle personnels, usagers à intervenir, à agir en prenant appui sur toutes les luttes de la période passée pour réaffirmer:

- que le droit à la santé est un

droit imprescriptible de la personne humaine,

- imposer la mise en oeuvre de solutions s'appuyant notamment

sur l'augmentation du nombre de personnels formés, une véritable démocratie sanitaire ■

\* Schéma régional d'organisation sanitaire



### Hôpital Saint-Gaudens ● ● ● ● ● ● ● ●

L'hôpital de Saint-Gaudens est l'un des premiers établissements de Midi-Pyrénées à être confronté à la mise en oeuvre des choix du plan Hôpital 2007. En effet l'agence régionale d'hospitalisation (ARH) impose la mise en place **d'un groupement de coopération sanitaire** intégrant deux établissements (la clinique privée, l'hôpital public).

L'objectif de l'Agence régionale d'hospitalisation, du PDG de la clinique PINEL avec la complicité du directeur de l'hôpital vise à fusionner des services. La démarche pourrait être intéressante si elle s'appuyait sur une véritable coopération compte tenu de la pénurie de médecins. Au contraire elle brade l'hôpital public à la cli-

nique qui récupère ainsi les services les plus rentables ( la chirurgie). Les soins les plus coûteux restent à l'hôpital. C'est inacceptable!

Dans ce projet le service de réanimation pourrait être remis en cause et des incertitudes demeurent quant aux urgences!

La séparation des services (les urgences, la réanimation à l'hôpital, la chirurgie à la clinique) ne permettra pas de prendre en charge le malade en toute sécurité, c'est ce qu'expriment les personnels et une majorité de médecins.

Il est plus qu'urgent de se mobiliser et d'exiger tous ensemble le gel du projet de restructuration ■

# Personnels et usagers de la santé concernés !

## maternité et chirurgie de Moissac, la mobilisation personnels et usagers les font reculer!

**M**ercredi 8 janvier la nouvelle a été accueillie comme la première bonne nouvelle de l'année 2003 en Tarn et Garonne.

La Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation a rejeté le projet prévoyant la fermeture de la Maternité et de la Chirurgie de l'Hôpital de Castel-Moissac.

L'action, à plus d'un titre exemplaire, de la population, des élus, des personnels avec les organisations syndicales CGT et CFDT a porté ses fruits. Encore à la veille de Noël, 1500 personnes s'étaient rassemblées à Moissac pour exiger le maintien du service public de qualité et de proximité dans les deux villes de Tarn et Garonne.

Car, il y a 3 mois nous n'en étions pas là. En effet, dans le cadre d'un contrat d'objectifs et de moyens que doit signer le centre hospitalier de Montauban et l'agence régionale de l'hospitalisation, les représentants du corps médical Montalbanais et la Maire UMP de Montauban, Présidente du conseil d'administration, avaient tenté une opération assassine.

Prétextant un effectif de médecins hospitalier insuffisant pour faire face aux nouvelles réglementations et pour appliquer les 35 heures, ils avaient prévu de regrouper les chirurgies et maternités publics sur un site unique à Montauban.

Une telle éventualité avait pour conséquence, à terme, de rayer de la carte l'établissement public de Castel-Moissac et de créer un véritable désert sanitaire pour ce bassin de 80 000 habitants.

Usagers de l'hôpital public, élus, personnels hospitaliers se sont opposés à une telle éventualité et on fait reculer ce dangereux projet. Dans ce combat la CGT est fer de lance. Un comité de défense s'est créé. A deux reprises usagers, élus et personnels se sont rassemblés au moment de la réunion du conseil d'administration de Montauban pour empêcher le pire.

### **Au bout cette mobilisation aura été payante!**

Mais la vigilance s'impose. Constatant avec quel acharnement les pouvoirs publics agissent pour la fermeture des mater-

nités de proximité en France, tout relâchement serait coupable.

Et ces jours-ci, il se murmure à nouveau des menaces, cette fois-ci, uniquement dirigées sur la maternité de MOISSAC. La CGT ne laissera pas faire. Car plus que jamais notre pays a besoin de services publics de santé de proximité pour répondre aux immenses besoins des populations. A quoi nous servirait le progrès médical, s'il n'existe pas de structures pour les mettre en œuvre.

Les populations et les personnels tiennent à leur hôpital. Celui-ci est aujourd'hui devenu un établissement moderne. Qui peut accepter le gâchis que serait sa suppression ?

### **Dernière minute**

**Nos craintes concernant la fermeture de la maternité étaient justifiées, le directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation a poussé le Conseil d'administration de l'hôpital à accepter la fermeture de la maternité.**

**L'action se poursuit !**



# Quelle politique de santé ? (suite)

## Libertés syndicales et démocratie sociale



**L**a direction du centre médico social du CAYLA dans le Tarn, établissement de l'AGOP, a décidé de se débarrasser du délégué de la cgt et pense ainsi porter des coups au syndicat de l'établissement.

Ce n'est pas la première fois que des faits identiques se produisent dans les établissements de l'AGOP puisque déjà en 2002 plusieurs militants subissaient le harcèlement au travail de la part des directions.

En effet cette association de l'action sociale a du mal à appliquer et à respecter les droits des salariés et les droits syndicaux prévus dans le code du Travail.

Pas moins de 70 procédures juridiques ont été engagées à son encontre, pour des condamnations représentant plusieurs millions d'euros.

Cette dégradation des libertés syndicales avaient conduit l'union départementale cgt du Tarn a dénoncé cette situation et a organisé une journée départementale d'action avec une manifestation qui avait rassemblé en mars 2002, plus 500 personnes.

En décembre une nouvelle action avait lieu pour empêcher le licenciement de la secrétaire du tout nouveau syndicat de la maison de retraite de Saint Sulpice.

Aujourd'hui c'est le licenciement du délégué cgt du CAYLA aux motifs fallacieux mettant en cause ses compétences professionnelles, qui est en jeu.

### Trop c'est trop!

Une nouvelle fois à l'appel de l'UD cgt et du syndicat de l'associa-

tion la mobilisation s'organise ce 20 février 2003. Plus de 300 participants au rassemblement devant le conseil général, une mobilisation importante qui débouche sur l'organisation d'une table ronde avec tous les intéressés dès le lendemain.

Cette table ronde s'est tenue sous la vigilance des 250 personnels toujours mobilisés et a permis d'obtenir le maintien dans son emploi du délégué du CAYLA.

C'est un succès important ! résultat de la mobilisation des personnels et des militants des autres syndicats du département. Il démontre qu'ensemble nous pouvons faire reculer l'arbitraire et donne confiance pour l'avenir ■

**face aux enjeux qui sont devant nous, comment gagner un véritable droit à la santé pour tous et un égal accès aux soins sur tout le territoire ?**

**face à la dégradation de leurs conditions de travail les personnels de la santé du secteur public comme du secteur privé se mobilisent, luttent et gagnent!**

**Comment construire et faire grandir les solidarités et les convergences de luttes personnels usagers?**

**De nombreuses questions et bien d'autres à débattre au cours de la journée d'étude régionale organisée conjointement par la coordination régionale cgt santé et le comité régional cgt Midi-Pyrénées le mardi 29 avril 2003**

# Quel avenir pour le CNES..?

## la recherche et l'industrie spatiale en cause!

**L**e Centre National d'Etudes Spatiales est placé sous la haute surveillance de Bercy ! La commission Bonnet nommée par la Ministre de la Recherche et de la Technologie a remis à l'assemblée nationale un rapport extrêmement critique sur le fonctionnement du CNES.

Très corrosif en direction des agents du CNES, ce rapport instruit à leur rencontre un procès à charge hasardeusement bâti, tout en " couvrant " les ministères de tutelle, sans l'aval desquels rien n'est décidé au CNES. Il couvre également le désengagement de l'état dans le financement des organismes publics que sont le CNES et le CNRS depuis plusieurs années fragilisant toute la filière spatiale nationale.

Le travail conjoint du CNES et du CNRS au cours des dernières décen-

nies a placé la France au premier plan mondial de la recherche spatiale, notamment dans le domaine des instruments d'observation de la terre et de l'univers.

Les politiques mises en œuvre au sein de ces deux organismes ont ouvert la voie à la précarité, aux attaques sur l'emploi par le non remplacement des départs en retraite .... Le patrimoine technique et scientifique du secteur s'en trouve naturellement fragilisé.../..

Les informations dont nous disposons nous laissent craindre le pire pour l'avenir. Une commission, dont nous ignorons la constitution, va se réunir en mars, pour dresser la liste des projets scientifiques qui vont être abandonnés. Dans la foulée, pointe la privatisation de la Direction de Lanceurs du CNES, et des menaces précises pèsent sur l'emploi au centre



toulousain du CNES (CST), ainsi que sur l'ensemble de l'industrie spatiale. Ces choix sont élaborés en cohérence avec les nouveaux plans stratégiques et projets de restructuration de l'Union Européenne publié dans du Livre vert et Star 21 dans le domaine de la défense.

Les syndicats CGT du CNES et du CNRS jugent la situation très préoccupante et appellent les personnels à la vigilance ■

## université Paul Sabatier

**A** l'Université Paul Sabatier, le Conseil d'Administration en repoussant quatre fois le vote du budget et en suspendant les cours pendant quatre jours a permis la mobilisation dans l'unité de l'ensemble de la communauté universitaire, personnels et étudiants, pour dénoncer l'insuffisance de la dotation globale de fonctionnement initialement octroyée par l'Etat.

Pour tous, il était inacceptable que la dotation de l'université de Toulouse III soit inférieure à la dotation théorique calculée selon les normes définies par le ministère lui même. De plus, l'Université pouvait-elle se résigner à choisir entre résorber la précarité des personnels au titre du dispositif dit " sapin " ou maintenir la qualité des enseignements ? Pouvait-elle sans réagir laisser le ministère lui proposer un marché de dupes en créant des postes dont tout ou partie du finance-

ment allait être imputé de la dotation globale de fonctionnement ? C'était ni plus, ni moins, " vendre " à l'université les postes créés par l'Etat. Enfin la suppression de l'aide spécifique accordée à l'UFR STAPS et destinée à la location d'installations sportives.../...aurait lourdement grevé le fonctionnement de cette composante. Pour toute ces raisons, la communauté universitaire à travers les actions déterminées de son Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale des étudiants et des personnels a porté le débat au coeur de la cité. .../...

La détermination et l'unité ont conduit le ministère à revoir sa position en octroyant des moyens complémentaires à hauteur de 450 000 Euros, équivalant à 5% de la dotation globale initiale.../...

Pour la C.G.T., il est clair que l'université Paul Sabatier doit, dès le prochain exercice budgétaire, pouvoir bénéficier de la dotation théorique calculé selon les critères du ministère. Mais, plus fondamentalement, notre action revendicative s'attache à mettre un terme aux profondes inégalités qui structurent l'enseignement supérieur. Les étudiants des grandes écoles et des classes préparatoires - les héritiers de l'élite et des classes dominantes - disposent de 30% du budget de l'enseignement supérieur pour 4 % des effectifs alors que la contribution des universités à la démocratisation de l'enseignement supérieur est indéniable. Mais quelle démocratisation ? Quelle égalité des chances quand la répartition des moyens est si profondément inéquitable ?

# Plans sociaux: Péchiney, Giat en péril!



## mobilisation salariés, population pour la défense de l'emploi

### ■ PECHINEY

#### Ni partir, ni mourir agir!

Les salariés de Péchiney de l'Ariège avec leur syndicat cgt, en ont fait le mot d'ordre de toutes les luttes qu'ils ont mené depuis des années pour maintenir l'outil de production et les emplois en Ariège.

**Péchiney**, c'est trois sites en Midi-Pyrénées: Marignac (31), 3 usines en Ariège, Lannemezan (65).

Avec 1500 salariés c'est un pôle chimique important de notre région.

Les logiques libérales qui cassent les activités industrielles et les hommes sacrifiant les territoires sont en oeuvre depuis longtemps.

A Marignac, l'annonce de la fermeture du site avait suscité la colère et l'indignation de tous, salariés, population. L'action qu'ils ont engagé alors a permis des avancées: la création d'une fonderie, le maintien d'un four sur quatre et la perspective de contrats sérieux avec les espagnols pour la reprise de la carrière avec un projet de 130 emplois.

C'est la même colère et la même indignation qui a vu défiler côte à côte, salariés de Péchiney, popu-

lation, élus à l'annonce de la fermeture du site d'AUZAT et la suppression de la fabrication d'alliage d'aluminium de SABART, lors de la manifestation du 8 février 2002. Elle a rassemblé 2500 personnes à Tarascon. Ces décisions entraîneraient la disparition de 218 emplois pour un site et celle de 50 emplois pour l'autre.

Elles sont ressenties d'autant plus injustement que les perspectives indiquées par la direction du groupe concernant la pérennité du site permettraient un répit pour proposer des solutions de développement pour faire face à la restructuration des marchés internationaux.

C'est donc d'un même cri que tous ensemble, salariés, population exigent le maintien de l'emploi et disent non à la fermeture des sites et des activités qui entraîneraient de plus, la disparition de centaines d'emplois indirects dans cette vallée de l'Ariège.

Leur colère et leur indignation à l'annonce de ces décisions, s'enracinent dans la résistance et les luttes que mènent les salariés pour s'opposer aux restructurations déjà en 1994/1995, à la dégradation de leur conditions de travail et d'emploi, au développement de la précarité!

Ce n'est donc pas un baroud d'honneur qu'ils engagent mais une lutte pour l'avenir en portant des propositions de modernisation

de leur outil de travail et le développement des emplois. C'est dans ce sens qu'ils développent de nombreuses initiatives pour obtenir notamment une table ronde rassemblant les directions et le Ministère de l'Industrie pour discuter des propositions de modernisation de leurs usines.

### ■ GIAT

C'est un nouveau plan social qui menace GIAT INDUSTRIE. En effet l'avenir de l'entreprise déjà fragilisé par les plans sociaux successifs serait à nouveau menacé par l'annonce d'un 6ème plan social qui verrait la suppression de 3 000 emplois et la fermeture de plusieurs sites dont celui de Tarbes. Il emploie actuellement 900 salariés. C'est inacceptable! depuis des années les salariés avec leur syndicat cgt multiplient les initiatives et les propositions alternatives aux projets de démantèlement, notamment en recherchant des coopérations avec l'aéronautique en plein développement en Midi-Pyrénées. Toutes ces propositions soutenues par la population se sont heurtées aux refus du gouvernement. Le 26 février à l'appel des syndicats cgt, cfcd, cgc, cftc du groupe les salariés étaient dans l'action pour interpeller direction et pouvoirs publics ■

## ● Cheminot

Près de 700 cheminots avaient répondu à l'appel de la cgt pour la pose de la première pierre de l'Etablissement Régional de Maintenance en présence de B.THIBAULT secrétaire général de la CGT ainsi que D.LERESTE secrétaire général de la fédération. Une façon originale de marquer la volonté des personnels de voir se concrétiser rapidement la réalisation de ce projet indispensable à l'entretien du matériel ferroviaire que le gouvernement tente de remettre en cause ou d'en réduire la concrétisation.

## ● Liebherr

La participation des salariés à ces élections (77,5%) est en progression de plus de 6,5% sur les précédentes.

Sur l'ensemble des collèges (783 inscrits ) la CGT obtient 82,5% des suffrages exprimés.

Elle conforte sa position dans les 1er et 2ème collège (100% des voix) et devient pour la première fois la première organisation dans le 3ème collège avec 55,4% des voix.

Avec 8 élus sur 8 en DP et 9 élus sur 10 en CE elle gagne la confiance de la quasi totalité des salariés de cette entreprise de l'aéronautique toulousaine. Il faut souligner que la direction de l'entreprise avait tenté (il y a une dizaine d'année) au travers d'un plan de licenciement " de supprimer la CGT " en licenciant 8 de ses élus ; une grande lutte à cette époque avait permis de limiter le

nombre de licenciement et maintenu tous les élus CGT en place. Une fois de plus, la détermination et la durée d'un syndicalisme de contestations, de propositions , d'actions, de négociations dans cette entreprise permet de vérifier, comme pour les élections prud'homales, que la CGT inspire la confiance et répond aux aspirations des salariés d'aujourd'hui dans leurs diversités.

## ● 47<sup>ème</sup> congrès

Une réunion régionale de tous les délégués au 47ème congrès s'est déroulée le 21 février avec les unions départementales et les secrétaires régionaux de professions. L'objectif de cette réunion visait à une meilleure connaissance des délégués entre eux et d'échanger sur le rôle et les dispositions à prendre pour une véritable appropriation des enjeux du congrès par les syndiqués.

**Tous ensemble  
contre la guerre et pour la paix**



3 rue Merly  
31 000 Toulouse  
Tél: 05.61.29.6329 - Fax: 05.61.23.68.34 - e-mail: [tl-midi@ancavtt.asso.fr](mailto:tl-midi@ancavtt.asso.fr)